

Changer de modèle, de nouvelles idées pour une nouvelle croissance

(Odile Jacob, avril 2014)

Les auteurs

Philippe Aghion est professeur à l'Université Harvard, spécialiste des théories de la croissance et de l'innovation.¹

Gilbert Cette est professeur d'économie associé à l'université d'Aix-Marseille, expert des questions de productivité et de marché du travail.

Élie Cohen est directeur de recherche au CNRS, expert en institutions et politiques économiques, en particulier industrielles.²

Commentaire global

Ce livre est révélateur de la pensée dominante³. Les auteurs ont pesé dans les décisions prises par F Hollande pour la seconde partie de son quinquennat.

L'axe majeur est maintes fois répété : croissance, innovation, concurrence et mobilité accrues.

Les mesures proposées sont souvent excellentes : transférer la charge fiscale de l'amont (outil de travail) vers l'aval (consommation), améliorer la formation, libérer les énergies enfermées dans des réglementations complexes et opaques, réformer la fonction publique territoriale. On devine un désir de remettre en cause les "avantages acquis", vite tempéré par un nécessaire réalisme politique : les lobbies sont puissants.

Le souci social n'est pas absent, avec une augmentation du RSA. Mais à lire de près, il s'agit d'un doublement en 5 ans du budget qui lui est alloué, on est loin d'un doublement de son taux !⁴ Et ce RSA qui reste conditionné à une ferme volonté de trouver un emploi n'a rien d'un revenu de base inconditionnel pour tous.

La présentation donne à penser que "changer de modèle" dans le sens proposé va résoudre nos problèmes, que la dette et le chômage vont diminuer.

Quelques phrases discrètes tempèrent cet optimisme apparent... elles ont toutes les chances de passer inaperçues. A y regarder de près, on est même dans une totale schizophrénie.

- En gros titre : la croissance va nous sauver.
- En petit : de toutes façons, nous allons dans le mur.

¹ Il est l'un des conseillers en économie de François Hollande. Il a été l'un des rédacteurs (avec Elie Cohen et Jean Pisani-Ferry) du rapport "Politique économique et croissance en Europe" publié par le Conseil d'analyse économique en 2006. Dans ce rapport, il indique qu'il est favorable à la déréglementation du marché des biens et à la libéralisation du marché des services,

² Une personnalité controversée selon [Wikipédia](#). Il est administrateur de la Société Générale, d'Orange... Il défend les marchés financiers et les produits dérivés. Pour lui, la crise de 2007 est un événement bénéfique pour l'économie, une purge comme il est nécessaire qu'il y en ait périodiquement.

³ La pensée dominante est la pensée de la classe dominante, imposée à tous par les médias. Ceux-ci s'auto-censurent pour attirer la manne publicitaire.

Les théories économiques orthodoxes, celles qui sont enseignées, sont au service des intérêts de la classe dominante. Elles justifient les inégalités par la croissance censée apporter la prospérité à tous. Il est difficile aux économistes hétérodoxes de se faire une place au soleil.

Ce livre est engagé dans cette guerre idéologique. Derrière les idées, il y a les intérêts.

⁴ On peut penser que le budget du RSA augmentera inévitablement parce que les ayants-droits qui ne le touchent pas vont le demander davantage, et parce que la paupérisation va s'accroître. Annoncer un doublement du budget en 5 ans, c'est simplement assumer que le RSA sera maintenu à son niveau actuel.

Les auteurs ont voulu répondre à la question : "comment sauver le capitalisme (ou la société de consommation) en crise ?".

Avec ce présupposé, pas question de toucher au capital. Il est sacré. C'est par Lui que vient la croissance, l'innovation. Thomas Piketty, qui ose recommander une imposition des patrimoines, est sacrilège. Pas question non plus de borner les inégalités : comment motiver à travailler s'il n'y a plus l'espoir de gagner à la loterie qu'est devenu le monde économique ?

L'écologie n'est pas oubliée. Mais d'une manière douce : les décisions relatives aux centrales nucléaires seront uniquement techniques et économiques. La piste "gaz de schistes" sera étudiée. Au fond, l'écologie devient le bandeau publicitaire qui aidera à la croissance.

Mais le pire, c'est le résultat.

En lisant vite, on pourrait croire que la dette publique sera réduite de 13,8 % dans 10 ans. Mais c'est 13,8 % de moins que le "scénario de référence".

Quel est-il, ce scénario ? Celui qui consiste à faire autant d'efforts que par le passé ? Ou à ne faire aucun effort ? Prenons la première hypothèse, moins défavorable.

Les "efforts" du passé ont permis à la dette de passer de 1000 milliards fin 2003 à seulement (!) 1925 milliards fin 2013 (+92,5%). Avec le scénario de référence (même croissance de la dette dans les dix ans qui viennent), on sera à 3700 milliards fin 2023. Avec les mesures préconisées, la dette ne serait "que" de 3190 milliards à cette date, soit une croissance moyenne d'un peu plus de 5 % par an.

Un tel taux de croissance du PIB pour l'avenir, même s'il est majoré de 13,8 % en dix ans par les mesures préconisées, est totalement irréaliste. La simulation prouve donc que le ratio dette / PIB va continuer à croître, même si la France devient le meilleur élève de l'Europe dans toutes les matières.¹

En 2023, on sera encore plus incapables qu'aujourd'hui de la faire baisser. Nous sommes arrivés au point où les mesures conventionnelles, aussi optimistes soient-elles, ne peuvent plus maîtriser la dette.

Elles explosera donc "un jour", avec les immenses dégâts que les auteurs sous-entendent en évoquant le risque de solvabilité à moyen terme de la France.²

A moins que l'on n'envisage des mesures non conventionnelles. Des mesures contraires aux dogmes de la société capitaliste... et donc vraiment innovantes !!!

C'est simple bon sens que de reconnaître que les 1925 milliards de dette³ ne peuvent pas se réduire en optimisant un budget de 300 milliards de recettes et 380 milliards de dépenses (PLF 2014).

Il faut oser toucher aux 10000 milliards de patrimoine des français, dont 6000 milliards sont aux mains des 10 % les plus riches. Si on ne le fait pas lentement et pacifiquement (avec un ISF sans niches culminant à 5 ou 6 % et un fort impôt sur les successions), il y aura faillite et spoliation brutale des épargnants.

Il faut aussi pouvoir le faire. D'où l'impérieuse nécessité de colmater les fuites fiscales, d'empêcher les paradis fiscaux de nuire, d'obliger à une transparence mondiale.

Il est clair que toucher au capital, c'est bousculer la société capitaliste. Le moteur ne pourra plus être la soif de gagner toujours plus, par tous les moyens, puisque les gains seront rabotés. Nous irions vers une société plus égalitaire, plus écologique, moins concurrentielle, capable de dire non aux activités qui rapportent de l'argent et créent des emplois mais sont inutiles ou nuisibles, respectueuse de ceux qui courent moins vite...

¹ Un État surendetté est à la merci de ses créanciers (des marchés financiers). On comprend le peu d'empressement de certains pour changer cette situation.

² Une nouvelle crise comme semble les aimer Elie Cohen ?

³ Non compris tout ce qui a été sorti de l'assiette de la dette définie par Bruxelles.

Résumé du livre¹

Introduction

Dépense publique non maîtrisée, marché du travail, école et formation... la méthode des petites réformes a échoué en France. Nos exportations déclinent (depuis 2003), la croissance est atone, le chômage ne cesse d'augmenter, les prélèvements obligatoires et la dette publique augmentent plus vite qu'ailleurs.

Il n'y a consensus ni sur le diagnostic, ni sur les réformes souhaitables. Beaucoup pensent que la croissance est affaire de consommation, qu'il faut fermer les frontières plutôt que conquérir des marchés, que la TVA est un mauvais impôt, qu'il faut corriger les inégalités a posteriori.

Il faut changer de mode de pensée. La croissance est affaire d'innovation et donc de mobilité sociale. Tout commence par la formation.

Chap 1. Enrayer le déclin

On peut agir sur la croissance en améliorant la productivité², et ainsi résorber les difficultés de notre économie.

Depuis 1980, le PIB par habitant³ décroche par rapport à celui des États-Unis ou de la Suède. Depuis 2000, l'incitation au travail (des plus de 60 ans, des parents de jeunes enfants...) diminue. Si la productivité horaire est bonne, c'est parce qu'on travaille peu (faible taux d'emploi des jeunes qui ne cumulent pas assez emploi et étude) et que les moins productifs sont chômeurs.

La production industrielle chute. L'insuffisance des taux de marge et d'épargne des entreprises (forte baisse depuis 2000) empêche l'innovation. Les dépenses de R&D augmentent ailleurs, pas en France.

Il faut réussir à baisser la dépense publique.

La formation est inégalitaire, la réussite est très corrélée à l'origine sociale : il n'y a pas assez de mobilité sociale, or celle-ci est un facteur important de la croissance.

Les inégalités de salaires pour un équivalent temps plein sont relativement faibles (SMIC élevé et en croissance), sauf pour les centiles les mieux payés. Par contre, les inégalités de revenus sont plus fortes, même si elles sont corrigées par l'impôt.⁴

L'insuffisance de l'éducation et de la mobilité expliquent que la France n'ait pas su profiter autant que d'autres des gains de productivité de la première vague des TIC.

¹ Le résumé se veut factuel, les notes sont des commentaires personnels

² L'impact négatif de la productivité sur l'emploi n'est pas mentionné. Les TIC (informatique et communication) permettent surtout à un petit nombre de gagnants d'empocher des bénéfices pharamineux.

³ La croissance est assimilée au PIB (à l'argent). La question de l'utilité sociale des emplois qui rapportent n'est jamais posée. Armement, casino, publicité qui pousse à consommer trop, obsolescence accélérée... tout est bon pour la croissance.

⁴ Ce constat n'empêche pas de recommander plus loin une baisse de l'imposition des revenus financiers. Le remède aux inégalités serait de former les derniers de la classe pour qu'ils rattrapent les autres, et non pas de partager avec les plus faibles.

Chap 2. Penser autrement

Il ne s'agit plus de rattraper en imitant (trente glorieuses), mais d'innover (innovation verte, transition énergétique). Cela veut dire que des emplois sont détruits et d'autres créés¹. Les politiques industrielles interventionnistes risquent d'entraver la concurrence et l'innovation.

La relance de la consommation (doxa keynésienne) creuse les déficits extérieurs et la dette. Il faut aider l'offre, et réduire les inégalités en amont (formation, mobilité) plutôt qu'en aval (impôt décourageant la réussite).

Le "choc de compétitivité" (CICE), en transférant vers le consommateur une part des charges sociales, a un effet semblable à une dévaluation (impossible du fait de l'euro).

Augmenter les impôts a un effet récessif ample et durable. Baisser la dépense publique (les emplois publics...) a au contraire un effet limité sur l'activité et encourage le secteur privé qui prend le relais.

La fiscalité française pèse trop sur le travail (charges sociales...) et l'épargne productive (revenus et patrimoine), elle épargne la consommation, la rente, l'héritage. Elle est corrigée par des niches (réduction Fillon, CICE, CIR...) et des subventions peu efficaces.

Mieux vaut taxer les revenus que les patrimoines, qui sont une accumulation de revenus déjà taxés et qui risquent de quitter la France. Ainsi, en Suède, les revenus sont taxés à 30 % (taux uniforme) et les autres revenus selon un barème progressif culminant à 55 % (au lieu de 88 % avant la réforme de 1991).

En matière d'éducation, c'est la qualité qui compte (réussite aux tests PISA : lecture, mathématiques) et non pas la quantité (nombre d'années d'études).²

Le SMIC est peu efficace contre la pauvreté (qui touche d'abord ceux qui ne travaillent pas à temps plein). RSA et PPE sont meilleurs.

Chap 3. Définir une stratégie de réformes

Concurrence et mobilité sont les ingrédients de l'innovation, car une entreprise a tendance à s'enliser dans la voie où elle a réussi.

Il faut de la flexibilité à l'embauche et au licenciement, tout en sécurisant les parcours professionnels (formation pour rebondir).

Les meilleures pratiques pourraient générer 0,75 % à 1 % de croissance.

La France, médiocre en efficacité économique, est également médiocre en équité. Un égalitarisme de façade cache la défense de rentes de situations, d'avantages acquis non généralisables et de règlements lourds et inefficaces (droit du travail...).

On peut progresser avec une logique libérale, mais on peut aussi le faire avec une logique sociale.

Chap 4. L'indispensable réforme de l'État

Le dispositif institutionnel touche aux limites de la compréhension. Le service public coûte très cher.

¹ Ces "destructions créatrices" (des entreprises meurent, d'autres naissent, la mobilité augmente) sont vantées. Or, quand une entreprise va mal, elle fait l'objet de manœuvres financières douteuses qui déstabilisent l'économie : rachat par LBO et revente après relooking socialement brutal, faillite aux dépens des créanciers... Les succès de type Bernard Tapie doivent-ils être encouragés ?

² Il est recommandé d'améliorer la formation au plan qualitatif, sans augmenter les budgets.

La méthode "coup de rabet" ne suffit pas. Il faut remettre à plat les missions. Cela a été fait en Australie, au Canada et en Suède, à l'occasion d'une crise moindre que celle que nous connaissons. L'accent a porté sur la réduction des dépenses de l'État.

4 chantiers sont importants :

1. Supprimer le mille-feuille territorial (supprimer les sous-préfectures, les départements...).
2. Réformer l'assurance-maladie. En matière de durée de vie, la France est très inégalitaire ! La décentralisation (au niveau de 26 ARS) et la concurrence augmenteraient l'efficacité. On pourrait passer à deux taux seulement de remboursements par la SS (0 % et 100%).¹
3. Revoir le système de retraites. Il est généreux, illisible, incompatible avec la mobilité souhaitée, inégalitaire (38 régimes obligatoires), coûteux à gérer (l'unification indispensable ferait économiser 2,5 milliards /an) et instable. La durée de cotisation devrait augmenter automatiquement avec l'augmentation de la durée de vie, en vue d'un équilibre structurel.
4. La réforme de l'indemnisation du chômage. Les chômeurs ne pourraient pas refuser des offres d'emploi. Les cas aberrants des CDD, intérim et intermittents du spectacle (0,2 milliards de cotisations pour 1,2 milliards d'indemnités !) devraient être traités. La décroissance des indemnités pour les hauts salaires pourrait être plus rapide.

Chap 5. Réformes structurelles et mobilité sociale

Le succès de l'école en Finlande est donné en exemple : des enseignants de haut niveau, motivés et reconnus. Un soutien scolaire personnalisé pour les élèves en retard (primaire). Pas d'écoles privées, pas de concurrence entre établissements.

Côté enseignement supérieur, l'égalité formelle en France va de pair avec la dualité universités / grandes écoles et les rentes de situation ainsi générées. En nivelant par le haut, il faut promouvoir la diversité des filières universitaires, des passerelles (seconde chance), l'excellence universitaire, la concurrence et une bonne gouvernance (éviter une spécialisation précoce...).

Le sentiment de sécurité dans l'emploi est corrélé positivement à la générosité des indemnités chômage et négativement à la rigueur de la protection de l'emploi. Un droit social rigide renforce les inégalités et augmente le chômage.

La médiocrité de la formation professionnelle fait obstacle à la flexisécurité. Les moins qualifiés y ont moins accès. Elle est obligatoire, alors que les besoins dépendent des entreprises. Les fonds collectés sont dépensés de manière opaque et inefficace (OPCA).

Le cumul emploi – études devrait être favorisé (exonération de charges...).

L'ANI (Accord National Interprofessionnel) du 11 janvier 2013 a été un succès, mais beaucoup reste à faire.

Plus de 700 branches professionnelles, c'est beaucoup trop.

Le droit social ne laisse pas assez de place aux accords locaux.

Exemples de freins à la mobilité : L'indemnité de fin de carrière, la fiscalité des revenus locatifs, les logements sociaux difficiles à obtenir.

La forte dualité CDD – CDI devrait être atténuée. Le taux de cotisations chômage employeurs pourrait devenir dégressif quand l'ancienneté du salarié augmente.²

¹ S'il s'agit de faire passer aux mutuelles privées ce qui est assumé par la SS, le citoyen paiera au final plus cher (frais commerciaux, bénéfices).

² Voilà une suggestion qui compliquerait au lieu de simplifier.

Le SMIC devrait dépendre des régions (plus élevé en IdF). Sa croissance devrait être ralentie. Il pourrait être plus faible pour les jeunes.

RSA et PPE devraient être simplifiés (fusionnés), avec un doublement du budget du RSA pour lutter contre la pauvreté. Il serait financé notamment par la réduction des allègements de cotisations sociales (le SMIC baissant) et la suppression du CLCA (congé libre choix d'activité)¹.

La France a beaucoup de réglementations anticoncurrentielles. L'État contrôle trop les entreprises : chauffeurs de taxis, vétérinaires, coiffeurs, pharmaciens, architectes, notaires... sont des professions qu'il faudrait ouvrir pour créer des emplois et augmenter la productivité. Le lobby des opticiens réussit à freiner la vente par internet, celui des pharmaciens à garder un monopole trop étendu (seuls 3 pays en Europe interdisent la vente de médicaments sans ordonnance hors des officines).

Malgré un monopole naturel, la concurrence est nécessaire dans le marché de l'énergie.

La grande distribution, aux mains de peu d'acteurs, devrait être plus ouverte.

En matière industrielle, il faut réformer la politique sectorielle pour la rendre plus pro-concurrence et pro-innovation. Elle ne doit pas favoriser certains acteurs seulement.

Les entreprises ont tendance à "innover dans la continuité" (tel IBM qui n'a pas pensé au micro-ordinateur). Il faut donc stimuler le passage d'innovations "sales" à des innovations écologiques.

Les fermetures de centrales nucléaires doivent être décidées sur des critères uniquement techniques et économiques.

Il faut s'engager dans l'évaluation des gaz de schistes. Si des potentialités s'avèrent effectives, leur exploitation apportera une contribution bienvenue à l'économie.

Chap 6. Quelle réforme fiscale ?

La perception des français est fautive : ils pensent qu'on ne taxe pas assez le capital, qu'on surtaxe la consommation et que l'IR pèse sur les classes moyennes inférieures.

Tout changement modifie les équilibres. Pour éviter une protestation bloquante, il faut trouver des marges de manœuvres : réduire les dépenses pour pouvoir baisser la pression fiscale moyenne.

Comparée au Danemark, Suède, Norvège, Allemagne et Pays-Bas, la France est en 2012 la plus inégalitaire (revenus après impôts) et la plus endettée. Elle est avant-dernière en croissance de productivité depuis 2003.

Les systèmes fiscaux de nos voisins rhénans et scandinaves sont efficaces (pas chers de mise en œuvre), redistributifs et incitatifs (ils encouragent l'innovation et donc la croissance).

Le système fiscal français est rendu compliqué et opaque par une multitude de niches fiscales et de régimes d'exemptions, et des taux d'imposition du capital beaucoup trop élevés. Il est illisible, inefficace et injuste.²

La TVA (un impôt qui agit aussi sur les produits importés) est de 25 % et Suède et au Danemark.

¹ Les parents de jeunes enfants seront incités à travailler, ce qui va augmenter le nombre de demandeurs d'emplois. L'arrière-pensée serait-elle d'accentuer la pression à la baisse des salaires ?

² Les chiffres qui sont donnés sur les barèmes d'imposition dans 7 pays rhénans et scandinaves montrent une extrême diversité. Aller vers un minimum d'harmonisation en Europe nécessitera des changements très importants.

Taxer les revenus du capital comme ceux du travail (CSG à 15,5 % + IR) est exagéré. Il faudrait un taux forfaitaire sur les revenus du capital (30 % par exemple), et un taux progressif sur les revenus du travail.

Exemples de niches fiscales malsaines : TVA réduite dans la restauration, niche Girardin (investissement dans les DOM). 191 niches réduisent l'IR de 35 milliards. Les niches sur l'IS font chuter de 33 à 17 % le taux de cet impôt pour les grandes entreprises. Il faut supprimer les niches qui n'ont pas d'effets de croissance, d'emploi ou d'équité avérés.¹

La France dépose peu de brevets par habitant.

L'IS pénalise le plus la croissance. Vient ensuite l'IR progressif. La TVA, les taxes sur les propriétés et transactions immobilières (déjà très élevées en France) ont peu d'effets sur la croissance. D'où la suggestion de baisser IS et IR et d'augmenter la TVA.

La CSG, largement acceptée, est un assez bon impôt

Les prestations sociales non contributives ne devraient plus être financées par les charges patronales (assurance maladie et prestations familiales pour un total de 18,5 points), mais par la TVA sociale, la CSG et la taxe carbone.

La fusion IR – CSG est une fausse bonne idée. Un abattement onéreux sur les bas revenus serait légitimement demandé. Les difficultés techniques seraient considérables (IR et CSG ne portent pas sur la même année). La bonne voie est de supprimer les niches de l'IR (progressivement si on ne sait pas faire mieux), de créer des tranches nouvelles à 45 % et 50 % et de majorer le RSA.

La baisse du taux de l'IS (et son harmonisation au niveau européen) doit s'accompagner de la suppression des optimisations fiscales offertes aux grandes entreprises (CIR, report de déficits, déductibilité des taxes déjà payées...). L'IS peut rapporter plus avec un taux minoré si l'assiette en est élargie.

Chap 7. Éléments d'évaluation de notre programme de réformes

Une évaluation a été faite avec le logiciel MacSim. Les résultats sont indicatifs, ils dépendent des paramètres choisis. Aucun outil de simulation n'est parfait.

- Des réformes structurelles ambitieuses sont supposées augmenter la croissance de la productivité globale des facteurs (PGF) de 0,5 point par an pendant 5 ans.
- Ces gains de productivité permettent de transférer chaque année 0,5 point de cotisations sociales employeurs vers l'impôt direct sur les ménages.
- L'IS baisse de 1 points par an pendant 5 ans.
- Les cotisations sociales employeurs baissent de 1 point par an pendant 5 ans.
- La suppression des doublons de l'administration territoriale se traduit par la suppression de 25000 emplois (0,5 % de l'ensemble des effectifs publics).
- La TVA augmente de 0,5 points.
- La PGF s'accélère de 0,25 points par an.
- Le taux d'activité des jeunes est augmenté de 2 points par an pendant 5 ans (baisse des charges en cas de cumul emploi – études).

¹ Les auteurs rendent les niches responsables des inégalités croissantes dénoncées par Thomas Piketty. Ils oublient les inégalités patrimoniales (le principal sujet de Piketty). En revoyant les niches, on corrigera le fait que les riches sont moins imposés sur le revenu que les classes moyennes et on aura tout réglé. Quand ils terminent en souhaitant le maintien des niches ayant un effet sur la croissance, l'emploi ou l'équité, on a compris leur farouche combat pour défendre les inégalités.

- Le SMIC est peu revalorisé pendant 5 ans (1 point de moins que la formule actuelle). Les allègements de cotisations employeurs s'en trouveront réduites.
- Le budget du RSA est augmenté de 2 milliards par an pendant 5 ans, soit un doublement en 5 ans.
- La PPE disparaît au profit du seul RSA.
- Le CLCA disparaît.
- D'autres effets positifs mais à plus long terme (mobilité sociale, formation) n'ont pas été chiffrés.

Il s'ensuit une réduction des coûts de production, une amélioration de la compétitivité et des créations d'emplois.

Les améliorations suivantes sont chiffrées. **Il s'agit de l'écart par rapport à une situation de référence sans ces politiques¹.**

	Au bout de 5 ans	Au bout de 10 ans
PIB	3 %	6,8 %
Emploi total	2,4 %	5,9 %
Solde courant (points de PIB)	2,8 %	3 %
Solde public (points de PIB)	1,2 %	2,7 %
Dette publique (points de PIB)	-3 %	-13,8 %

Les politiques ici simulées demeurent assez modestes. Il serait possible d'envisager des politiques plus ambitieuses dont les effets seraient plus importants. De plus, de tels résultats auraient comme impact d'éloigner le **risque très présent que la solvabilité à moyen terme de la France ne soit mise en doute par les marchés²** qui, sinon, soumettraient notre pays, via des primes de risque sur les émissions publiques, à des conditions financières insoutenables qui pourraient aboutir à une mise sous le contrôle d'institutions internationales (Commission européenne, BCE et FMI), comme pour d'autres pays européens.

Conclusion : changement de modèle et nouveau pacte de croissance européen

Un tel pacte consisterait à ce que les pays membres s'engagent à mettre en œuvre des réformes structurelles (approfondissement de la libéralisation des marchés de biens et services et du marché du travail, révision des missions publiques et réforme de l'État...) en échange d'un plus grand gradualisme dans la consolidation budgétaire et de politiques économiques européennes tenant davantage compte du cycle économique.

L'Allemagne, excédentaire, devrait susciter une augmentation de la consommation de ses ménages.

Une plus grande concurrence sur le marché des biens, davantage de flexibilité sur le marché du travail, investir mieux dans l'enseignement et la recherche, et conduire des politiques budgétaires et fiscales contracycliques sont quatre facteurs bénéfiques à la croissance et à l'innovation.

¹ Je mets en gras ce qui est en petits caractères dans le livre.

² La politique proposée n'est donc pas assez ambitieuse pour éloigner le risque d'une faillite de la France.